

ELEMENTS / octobre 2010

Le point de vue d'un criminologue

Il faut revenir sur Terre et regarder les choses en face : la criminalité qui s'est installée dans les « quartiers » ne se réduit pas à la couleur de la peau de ceux qui s'y adonnent ou de ceux qui la subissent. Il y a bien, en revanche, de graves problèmes liés à l'immigration. Ils ne sont d'ailleurs pas nouveaux et ils se posent à l'échelle planétaire. ENTRETIEN AVEC XAVIER RAUFER

Éléments Dans quelle mesure ce qu'on appelle en France le « problème des banlieues » est-il propre à notre pays ? La « ghettoïsation » des banlieues est-elle un phénomène spécifiquement français ? Qu'en est-il dans les autres grands pays d'Europe ?

Xavier Raufé En France, on a la mauvaise habitude de présenter ces affaires en termes urbanistiques : ministère de la Ville, problèmes de banlieues... Or la singularité de notre pays n'est pas affaire géographique. Elle réside dans le fait que les violences urbaines (ou suburbaines) – donc commises par des *individus*, pas par des immeubles ni par des rues – y sévissent et s'y aggravent à peu près constamment depuis plus de trente ans, les premières de ces violences urbaines remontant à la fin de la décennie 1970. Là est l'absolue spécificité de la France : nulle part ailleurs en Europe (où l'on trouve aussi des quartiers et cités mal lotis, à l'abondante population immigrée), de tels faits (émeutes, incendies criminels massifs, tirs d'armes de guerre sur la police, trafics criminels professionnalisés) n'ont acquis une telle gravité ni n'ont duré si longtemps.

Dans des conférences européennes, j'ai interrogé là-dessus nombre de responsables policiers ou de la sécurité, et leurs réponses ont été formelles. Oui, de telles situations se sont bien amorcées chez eux, mais ont été sans tarder prises en compte. Des solutions locales (diagnostic réaliste, beaucoup de prévention, une pincée de répression, microchirurgicale le plus souvent) ont été imaginées et vite appliquées... Deux ou trois ans après, tout était calme – pour le rester ensuite. Je songe notamment à la réponse du chef de Scotland Yard, voici quelques années, sur le fort agité faubourg londonien de Brixton, où les émeutes ont laissé place à un aimable carnaval caribéen.

Au niveau français et au fil des années, des problèmes de bandes *criminelles* (car il y a toutes sortes de bandes juvéniles, souvent anodines, on y reviendra plus bas) et de criminalité organisée se sont greffés sur les phénomènes de violences urbaines, obscurcissant plus encore le paysage. On

l'a vu durant l'été 2010 à Grenoble, dans le quartier de La Villeneuve, où de graves émeutes ont suivi la mort d'un gangster, abattu alors qu'il tirait à l'arme de guerre sur des policiers.

Éléments L'intégration des populations immigrées (et des nouvelles générations issues de l'immigration) réussit-elle mieux dans certains pays européens ? Pour quelles raisons ?

Les grandes catégories d'usage utilisées comme « populations immigrées » ou « nouvelles générations issues de l'immigration » sont peu utiles pour comprendre et régler les affaires de terrain.

Xavier Raufé N'étant ni sociologue ni ethnologue, je vous répondrai en criminologue, partant de ce que je sais et de ce que je vois. En sachant que dans notre pratique quotidienne, nous nous intéressons surtout à ce que *font* les gens – et moins à ce qu'ils *sont*. J'ai ainsi publié en 2007 un *Atlas de l'islam radical* dont il était si limpide qu'il s'intéressait à des activistes, voire à des terroristes, en tant que tels et non de par leur confession, que nulle instance communautaire musulmane, nul imam, nulle mosquée, n'a protesté. Les musulmans ont fort bien compris notre démarche. De même, les grandes catégories d'usage utilisées, comme « populations immigrées » ou « nouvelles générations issues de l'immigration », sont peu utiles pour comprendre et régler les affaires de terrain. Pour de telles populations, la criminalité résulte de manière flagrante d'un manque d'intégration (individuelle ou collective) au pays d'accueil, et l'empêche tout à la fois. C'est un problème circulaire, type « poule-et-œuf ». Là, mille situations cohabitent en Europe – et encore, ne peut-on pas tout mesurer ! Car certains pays, dont la France, interdisent pour l'essentiel la statistique fondée sur l'origine nationale ou ethnique.

Mais entrons un peu dans le détail... En Belgique par exemple, ou aux Pays-Bas, deux populations émigrées, toutes deux musulmanes, la turque et la marocaine, ont

des niveaux très différents d'intégration (les Marocains sont plutôt bien intégrés, les Turcs vivant par tradition entre eux) et (pour aller vite) des taux de délinquance et de criminalité constatées très divergents : élevé pour les Marocains, beaucoup moins pour les Turcs... Et encore, s'agissant des Marocains, la situation est-elle très contrastée entre Arabes et Berbères ! Je crois donc que les grandes tirades sur l'intégration (sans nuances) des immigrés (sans distinctions) sont politiciennes, de purs propos de campagnes électorales. En réalité, il faut, dans chaque aire considérée, effectuer un diagnostic de terrain précis, en tenant minutieusement compte de qui vit où, et fait quoi. Songez que dans la cité de La Villeneuve, évoquée plus haut, quarante nationalités se côtoient, selon la mairie. Dans ce diagnostic, le facteur criminel joue bien sûr un rôle (comment développer un quartier vivant entre émeutes, trafics et racket ?), mais c'est loin d'être le seul.

Or, en France, le diagnostic est d'autant plus difficile à faire que les banlieues les plus « difficiles », comme le dit le pudique euphémisme officiel, sont souvent à l'origine des projets de l'urbanisme soixante-huitard, réalisés par d'utopiques architectes militants, dans l'idée d'un révolutionnaire, mais « sympa », brassage des peuples et des cultures. Résultat : La Villeneuve, toujours à Grenoble, d'où les derniers « utopistes » se sont enfuis en silence voici bien longtemps et où règnent maintenant des bandits et des fondamentalistes parmi les plus bornés. Seconde difficulté française : avoir, par jeu politicien, mis le « racisme » à toutes les sauces dans les affaires de banlieues. Par « racisme », car le terme recouvre tout et n'importe quoi dans les médias français, on entend ici que des populations d'origine maghrébines ou africaines seraient victimes de discriminations spécifiques du fait de la couleur de leur peau, ou de rancunes post-coloniales. C'est faux, car un flux migratoire mal absorbé conduit souvent à une bouffée criminelle plus ou moins durable, *quelle que soit la couleur de la peau des migrants*.

« Tous les docteurs de la foi musulmane que j'ai rencontrés m'ont dit sans exception que porter la burqa n'était en rien une réquisition coranique et tenait sans doute à des traditions pré-islamiques. »

Considérons les Irlandais débarquant, au tournant du XIX^e siècle, sur la côte est des États-Unis et notamment à New York. Des Irlandais, blonds ou roux, aux yeux bleus, j'insiste. Catholiques certes, mais dans une ville qui n'en manque pas : Italiens, Polonais, etc. Une minorité de ces Irlandais y a déclenché une telle crise criminelle, et a si fort traumatisé les New-Yorkais qu'un siècle plus tard, le fourgon de police (« panier à salade » en argot parisien) s'appelle toujours à New York *Paddy Wagon*, le fourgon des Irlandais... De tels exemples sont multiples dans tous les pays ayant connu d'importantes vagues migratoires. Problèmes criminels, oui, d'une minorité, toujours ; liés à la couleur de peau (sous-entendant un racisme à la Ku Klux Klan), non bien sûr. Les « intellos-médiatiques » radotant sans fin sur la « stigmatisation » devraient lire sur ce sujet les études du sociologue américain Daniel Bell, ça les changerait un peu de Bourdieu...

Éléments La « question » de la burqa se pose-t-elle ailleurs qu'en France ? Comment est-elle gérée ?

Xavier Raufer Le criminologue n'a rien de professionnellement spécifique à exposer là-dessus. Mais juste un point, à titre « citoyen » comme on dit. Lors de conférences sur le terrorisme salafi-jihadi, j'ai rencontré nombre d'éminents docteurs de la foi musulmane, saoudiens, pakistanais, albanais, etc. Tous sans exceptions m'ont dit que porter la burqa n'était en rien une réquisition coranique, et tenait sans doute en réalité à des traditions pré-islamiques de certaines tribus de l'Hindou Koush. Pour eux, et ça me semble raisonnable, l'affaire était à considérer comme une déviance sectaire, touchant peu les musulmans dans leur plus grand nombre.

Éléments Le phénomène des voitures brûlées est-il spécifiquement français ? Comment l'expliquez-vous ?

Xavier Raufer Spécifiquement français, oui bien sûr. Lors des grandes émeutes de novembre 2005, quelques véhicules ont flambé dans un quartier de Bruxelles, mais ce fut sans lendemain. Brûler des voitures est la face la plus visible des violences urbaines, celle qui « passe à la télé ». Là encore, c'est un phénomène plus complexe qu'il n'y paraît, et qui demande analyse et diagnostics précis. Il s'y mêle en effet de la fanfaronnade (« on en a cramé plus que les nuls de la cité à côté »), de la protection de territoires criminalisés, des formes indirecte de racket et de domination (les autres voitures brûlent, mais pas celle du caïd), avec des dosages qui varient de quartier à quartier.

Éléments Les rapports entre les « jeunes des cités » et les forces de l'ordre sont-ils meilleurs dans d'autres pays d'Europe ?

Xavier Raufer Sans sombrer dans la détestable « culture de l'excuse », considérons que les quartiers et cités, le plus souvent périphériques, où sévissent ces « jeunes » ont quand même été abandonnés à eux-mêmes pendant quatre décennies – et ce n'est pas le cataplasme sur une jambe de bois dit par antiphrase « politique de la ville » qui y a changé grand-chose. Durant les décennies 1960, 1970, 1980 et 1990, les centres-villes ont été bien administrés ou même trop et la campagne profonde a disposé de réseaux d'élus et d'une gendarmerie efficaces. Entre les deux, c'est-

à-dire dans la zone comprise entre villes et campagnes, pas grand-chose. Ça a été en fait un terrain de jeux pour urbanistes utopistes-révolutionnaires, des aires de parcage pour une main-d'œuvre d'usine bon marché, au profit des entreprises. Hormis ça, quasiment rien qui soit à la hauteur du problème – et surtout pas pour la jeunesse, laissée à elle-même.

Laissez-moi vous donner un exemple concret, fort significatif. Voici quelques années, une de mes étudiantes travaillait chez un huissier du Val-de-Marne. Notamment dans les cités « sensibles » du département, elle apportait aux futurs saisis un document les avertissant d'une proche confiscation de leur télé ou de divers autres biens. On comprend qu'en termes de « fracture sociale », il n'y a pas de situation plus gravement négative qu'une saisie d'huissier. Fort effrayée au début de l'accueil qu'on lui ferait, mon étudiante fut éberluée de constater que chez les (rares) Français d'origine métropolitaine, comme chez les Antillais et chez les immigrés de toute provenance, la réaction la plus fréquente était des larmes de soulagement. Enfin ! un être

humain. Enfin ! on allait leur expliquer, ils allaient comprendre. Nulle de ces familles – des centaines de cas, sur plusieurs années – ne voyait jamais *personne*. Jamais un élu, pas une assistante sociale, nul représentant du bailleur social. Des lettres absconses, d'indéchiffrables « exploits », des tracts politiques surréalistes. Qui montait leurs escaliers (selon les noms sur les boîtes aux lettres) ? Toujours les mêmes réponses : l'imam du quartier, les Témoins de Jéhovah, le Front national.

Encore s'agissait-il d'adultes. Pour de jeunes désœuvrés, la solution reste la bande. Mais attention à ce terme. Une bande, c'est tout, depuis cinq copains refaisant le monde au pied de l'immeuble (des milliers en France), jusqu'au gang répondant à la définition internationale du crime organisé (plus de trois, durabilité, partage des tâches et du butin), quelques dizaines en France.

Il est bien sûr impossible de régler le problème de la paix sociale dans ces quartiers par la pêche au chalut et les déclarations péremptoires. Là encore, là toujours, un diagnostic pointu s'impose, d'autant plus que les malfaiteurs qui « pourrissent la vie » des habitants de ces zones souvent hors contrôle sont peu nombreux, sans doute pas plus de 2 000 « criminels d'habitude », comme disait joliment la criminologie du XIX^e siècle – les fameux « noyaux durs » –, sévissant dans 25 ou 26 départements métropolitains. Les mettre, dans le respect de la loi, hors d'état de nuire, soulagera concrètement et durablement la population de ces quartiers, la première persécutée par ces malfaiteurs. À terme, la ligne de bus reviendra jusqu'au terminus de la cité, le café et la supérette pourront rouvrir. L'économie licite pourra concurrencer – et à terme vaincre – une économie souterraine des combines et trafics, dans laquelle les gens honnêtes ne trempent jamais qu'avec répugnance et le moins possible.

Éléments L'islam peut-il être un facteur d'intégration ou est-il voué au contraire à être un facteur de repli identitaire ? Existe-t-il ailleurs des politiques plus efficaces vis-à-vis de l'extrémisme islamique que celle qui est conduite en France (si toutefois il y en a véritablement une) ?

Xavier Raufer Dans le monde entier, tous les gouvernements confrontés aux vagues massives de migration internationale de ces vingt dernières années (214 millions de personnes, selon les Nations Unies) ont fait preuve d'une égale incompétence. En bons héritiers (du moins, pour l'Europe) de l'État-nation westphalien qui, depuis 1648, leur accordait toute souveraineté sur l'espace national, ils ont bricolé, chacun dans leur coin, des demi-solutions, des ébauches d'accommodements, toujours inefficaces... Intégration ? Communautarisme ? Rien n'a été conçu à l'échelle internationale pour affronter cet immense problème, ni même à l'échelle européenne. Chacun fait ce qu'il veut en douce, ferme les yeux ou regarde ailleurs le plus souvent – sauf parfois en période électorale, quand menace le monstre « populiste ». Là-dedans, problème certes important, mais problème parmi d'autres quand même, l'intégration des musulmans, ou l'attribution à ceux-ci d'un espace communautaire dans le pays d'accueil. Jusqu'à ce jour, si l'on considère les pays où les pires attentats salafistes-jihadistes ont eu lieu, on ne dispose pas de solution miracle, j'en ai peur.

Nos amis américains semblent avoir un certain mal *collectif* à évaluer la menace salafiste-jihadiste. Bien sûr, le pays regorge d'experts fort savants, mais les politiques mises en



Charles Chaplin et Edna Purviance dans « L'immigrant » (1917). Xavier Raufer rappelle que les États-Unis, face à des flux migratoires mal contrôlés, se sont retrouvés naguère confrontés à des problèmes équivalents à ceux que connaît aujourd'hui la France.

œuvre ne reflètent quasiment jamais leurs avis distingués. Donc, d'un côté, l'Amérique officielle soutient des régimes autoritaires comme celui du président Moubarak, en Égypte, mais, de l'autre, certains s'alarment de ce que les fondamentalistes, interdits de politique par les protégés de Washington, investissent par effet de déplacement le monde associatif (syndicats professionnels des médecins et des avocats, clubs sportifs, sociétés de services comme le Croissant rouge, etc.). Que faire ? Attendre. Soit Washington perdurera dans son activisme international anti-jihadi et devra donc se doter d'un efficace équivalent du *Colonial Office* britannique, soit (ce que je pense personnellement) il se lassera d'une guerre sans fin, toujours plus semblable à une sorte d'infection nosocomiale (dans laquelle le mal provient du traitement lui-même, ou de l'environnement dans lequel on le dispense) et le combat cessera faute de combattants. ■

□ Directeur des études au Département de recherches sur les menaces criminelles contemporaines (DRMCC) à l'Université de Paris 2, chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris, professeur associé à l'école supérieure de police criminelle de Chine et directeur de recherches associé au Centre de recherche sur le terrorisme et le crime organisé (Université de sciences politiques et de droit de Pékin), Xavier Raufer est l'auteur de nombreux ouvrages dont, en 2009, *Les nouveaux dangers planétaires. Chaos mondial, déclèment précoce* (CNRS Éditions).